Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/GANVA-quand-la-police-coupe-des

1er février 2011

GANVA : quand la police coupe des mains pour ne pas trop retarder le train

Le procès des activistes du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires) a eu lieu le 8 décembre. Le verdict sera rendu le 26 janvier 20111. Ces lanceurs d'alerte, qui ont bloqué le train d'enfer à Caen pendant 3 heures, ont été victimes de violences policières provoquant de graves blessures lors de leur évacuation des voies : tendons sectionnés et brûlures au 2ème et 3ème degrés, nécessitant opérations chirurgicales et greffes de peau. Il était pourtant parfaitement possible d'évacuer les voies sans la moindre violence. Le comportement des forces de l'ordre est inacceptable et ne doit pas rester impuni.

Entrevue de Thierry, membre du GANVA,
réalisée quelques jours avant le procès de Caen

Où en êtes-vous, à quelques jours de votre procès ?

Pour les procédures, nous avons réussi à remettre la caution de 16500 euros et nous pouvons donc nous consacrer à la préparation du procès du 8 décembre à Caen. La santé des blessés n'est pas réglée, le
rétablissement sera long et les brûlés vont devoir être opérés pour des greffes de peau. Le moral est fluctuant car les échéances ne sont pas anodines et les suites de l'action ont pour le moins été stressantes. Le moral est bon lorsque la motivation prend le dessus, un peu moins lorsque nous sommes rattrapés par les inquiétudes, pénales et médicales, la fatigue, le stress. La dynamique militante est intacte, voire renforcée par les épreuves subies.

Parmi tous les modes d'action antinucléaire qui existent, pourquoi avez-vous spécialement choisi l'action directe non-violente ?

Pour nous, ce mode d'action est loin d'être le seul, mais face à l'autoritarisme et à l'opacité du nucléaire, il nous apparaît à toutes et tous que l'action directe non violente est nécessaire. C'est assurément plus une nécessité ressentie qu'un choix, qui nous conduit à préférer à un instant T

l’action directe non-violente à un autre mode d’action. Pour le blocage du train le 5 novembre, c’est aussi un acte de solidarité et d’encouragement pour les antinucléaires qui, en Allemagne, se préparaient à agir selon des modes d’action similaires, un moyen de dénoncer le problème du nucléaire à l’échelle européenne. La radioactivité n’a pas de frontière, notre résistance non plus.

Quelle est votre analyse du comportement de la police et de la justice à votre égard ?

Nous avons ressenti, dès lors que l’ordre fut donné aux gendarmes mobiles de dégager les voies, une pression très forte pour permettre au train de passer, y compris au mépris de toutes les règles élémentaires de sécurité. Cette même logique a probablement prévalu pour le changement de trajet qui a eu lieu ensuite. La violence des CRS embarqués qui se sont occupés de démanteler le blocage était importante avant même qu’ils commettent les actes irréparables ayant conduit aux blessures : insultes, crachats… Envers des personnes qui avaient mis leur sécurité entre leurs mains,d’autant plus que tout témoin avait été écarté. L’attitude du parquet de Caen nous a semblé caricaturale, particulièrement avec la demande d’un cautionnement exorbitant pour s’assurer de notre représentation au procès, alors qu’il admettait lui-même que nous ne recherchions aucunement à nous soustraire à la justice.

L’action s’est-elle passée comme vous l’aviez prévu ? Son impact médiatique vous a-t-il surpris ?

Le déroulement de l’action en tant que tel a été très satisfaisant. Une fois confirmées toutes les conditions de sécurité requises pour le blocage, à savoir l’arrêt du train sur la voie en amont, nous avons pu nous mettre en place sur les voies, assurer le blocage proprement dit et placer les banderoles dont la principale indiquait le message à nos ami-e-s en Allemagne : "notre résistance ne connait pas de frontières. CASTOR 2010, premier acte." La principale réserve est l’impossibilité de maintenir la présence de soutiens auprès de celles et ceux assurant physiquement le blocage. Mais nous nous en doutions, et nous y étions préparés. C’est ensuite que des imprévus tragiques ont eu lieu, avec les violences policières. Nous avons bien
évidemment été surpris par l’impact médiatique. Même si nous espérions que notre message soit porté jusqu’en Allemagne, ce n’est jamais évident face à une machine médiatique telle celle mise en place par AREVA dès que l’entreprise a compris que le travail de Greenpeace, le Réseau "Sortir du Nucléaire" et quelques autres organisations allait contrarier la discrétion souhaitée sur le CASTOR.
Estimez-vous que votre action est réussie et pourquoi ? Quelles leçons en tirez-vous ?

La durée du blocage faisant subir au train plus de trois heures de retard, l’accueil du blocage en Allemagne et le retentissement de l’action témoignent d’une certaine réussite de celle-ci. Les violences subies en sont le bémol : nous ne sommes ni des héros ni des martyrs et au regard du démantèlement des blocages précédent, nous ne nous y attendions pas. Il est sans doute encore trop tôt pour pouvoir en tirer des leçons. Le procès et la mobilisation autour de celui-ci sont actuellement notre priorité.

Qu’attendez-vous du procès exactement ?

La relaxe ! À défaut, nous souhaitons pouvoir démontrer la légitimité de notre action et montrer à nouveau le danger que constitue l’industrie nucléaire en raison de son opacité et des déchets qu’elle produit ; montrer qu’il est aberrant de faire transiter 123 tonnes de déchets hautement radioactifs à travers la France et l’Allemagne pour les amener dans un lieu de stockage qui n’offre pas plus de garantie que celui où ils étaient entreposés au préalable… même si concevoir comme acceptable la production de tels déchets est encore plus
aberrant.

Vous sentez-vous bien soutenus par le milieu antinucléaire ? Comment peut-on vous aider

aujourd'hui ?

Le soutien est massif, qu'il provienne d'individu-e-s ou des organisations du milieu antinucléaire, en France comme à l'étranger. Merci à toutes et tous. Le plus grand soutien dont nous avons besoin pour l'instant est une présence massive au rassemblement auquel nous appelons à Caen le 8 décembre 2010.

Quelles seront les suites pour le GANVA ?

Continuer d'agir jusqu'à ce que "Nucléaire, plus jamais" devienne une réalité. Pour info, un autre procès se profile déjà. Le 13 janvier 2011 à Rennes, aura lieu le procès des occupations de pylônes. Celles-ci ont eu lieu en mai et juin 2007 pour protester contre la construction de la ligne THT prévue pour transporter la production électrique de l'EPR de Flamanville.

Propos recueillis par Antoine Limouzin

Pour François Mativet, administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire" présent au procès : "Les militants du GANVA ont déjà trop payé et doivent absolument être relaxés. La répression et les violences totalement inacceptables dont ils ont été victimes ne sont que le reflet d'un système mafieux, protégé par les autorités. Elles montrent la volonté des pouvoirs publics de diaboliser les actions de désobéissance civile contre le nucléaire, et d'effrayer les opposants. Ce type d'action dérange car il permet de lever le voile sur les mensonges d'AREVA, qui prétend, à tort, recycler une majeure partie des déchets nucléaires."

La plainte du GANVA contre les violences policières a été classée sans suite par le Procureur. Les lanceurs d'alerte non-violents se retrouvent donc devant la justice, mais les policiers qui les ont blessés ne sont pas inquiétés. Une fois de plus, le lobby nucléaire peut agir en toute impunité et contrevenir à la loi, en comptant sur la collaboration active de la police et de la justice. Notre détermination à sortir de l'impasse nucléaire n'en est que renforcée. Le Réseau "Sortir du nucléaire" soutiendra les militants du GANVA dans les recours juridiques et les actions qu'ils entreprendront pour mettre en lumière ce scandale.

Chronique d'Hervé Kempf : Le Monde du 10 novembre 2010

Je lis le dossier n°69 de la revue Pour la science consacré à l'énergie. On y trouvera une utile présentation des problèmes concernant le charbon, le pétrole, le nucléaire, le solaire, le vent, la fusion thermonucléaire, etc. L'ensemble est orienté par l'idée que nous allons vers "la transition énergétique". Une perplexité saisit cependant le lecteur : des énergies, mais... à consommation constante ? La question de la réduction de la consommation ne sera-t-elle pas abordée ? En fait, si, à la fin, par deux pauvres pages d'entretien avec un chercheur belge spécialiste de psychologie sociale. Manifestement, les concepteurs de ce numéro ont été les premières victimes de l'aveuglement collectif qui nous pousse à ignorer l'hypothèse de la décroissance de la consommation d'énergie. Or, si l'on considère aussi bien la tension sur les ressources que la menace du changement climatique, l'objectif de réduction de la consommation d'énergie dans les pays riches mérite autant d'attention que celui du développement des énergies renouvelables.

Mais s'agit-il d'un aveuglement collectif ou d'un aveuglement des classes dirigeantes ? Voici un autre exemple de déni d'une réalité dérangeante par ce qui nous tient lieu d'élite. A la fin de cette semaine, un train chargé de containers enfermant une quantité énorme de radioactivité va traverser la France à destination de l'Allemagne. Nous n'en saurions à vrai dire rien si Greenpeace et le Réseau "Sortir du nucléaire" ne nous en avaient informés ; du côté du gouvernement, c'est le silence. Ces déchets vont d'un endroit où on ne sait quoi faire de ceux qui s'y trouvent, La Hague, vers un endroit où on les stocke en surface, Gorleben, sans savoir qu'en faire. Il était prévu de les enfouir, mais cela se révèle

impossible, pour des raisons aussi bien géologiques que politiques – le refus déterminé d'une majorité des citoyens allemands. Cette impasse n'est propre ni à la France ni à l'Allemagne : aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne, on ne sait quoi faire des déchets nucléaires, dont la radioactivité durera des milliers d'années. Pourtant, presque tous les gouvernements encouragent la "renaissance du nucléaire", en repoussant aux petits-enfants le soin de se débrouiller avec ce tas de déchets.

Refus d'envisager les économies d'énergie, refus de reconnaître qu'il n'y a pas aujourd'hui de réponse à la question des déchets nucléaires : nous filons tel un train ivre dans la nuit épaisse, en feignant de croire qu'il n'y a pas de terminus et que le voyage ne s'arrêtera jamais. Mais les passagers sont-ils bien d'accord avec les chauffeurs de la locomotive ?
Dossier coordonné par Laura Hameaux